

Réponse de l'UNEF aux propositions émises par Ingénieurs Sans Frontières en vue des élections au CNESER

1. Promouvoir une diversité de représentations étudiantes dans les écoles

Nous soutenons totalement les différentes idées qui sont mises sur cette proposition. Notamment en ce qui concerne la présence des différents syndicats et organisations lors de la rentrée mais aussi un égal accès aux informations telles que les noms des élu-e-s dans une optique de garantir une égalité entre les différentes organisations dans l'ensemble des établissements mais aussi dans l'optique de garantir et d'assurer un choix aux étudiant-e-s qui souhaitent s'engager dans leur établissement.

2. Renforcer la représentation étudiante

Sur cette question, c'est aussi une de nos revendications principales face à des établissements qui essaient de limiter au maximum le rôle des étudiant-e-s dans les prises de décisions de l'université. En mesures pratiques, cela passe pour nous par la mise en place dans chacun des établissements d'un statut de l'élu-e étudiant-e qui permette de protéger, de valoriser l'engagement étudiant mais aussi de garantir des aménagements d'emplois du temps et des formations; une représentation la plus large possible dans l'ensemble des conseils en garantissant notamment (ce qui est le cas dans les universités mais pas dans les écoles) un nombre de places minimum pour les étudiant-e-s dans les différents conseils qui soit cadré au niveau national et qui doit être le plus élevé possible que ce soit dans les conseils des établissements ou au niveau de la CTI.

3. Engager le décroisement de l'enseignement supérieur français entre universités et écoles

De manière générale la notion de décroisement de l'enseignement supérieur est une notion que nous portons à travers l'idée d'unification de l'enseignement supérieur. L'unification du service public de l'enseignement supérieur passe par un rapprochement progressif des écoles et des universités permettant d'améliorer les droits étudiants en école concernant la représentation par exemple. C'est pour cela que pour nous il y a une nécessité de cadrer le nombre d'élue-s étudiant-e-s qui doit être à minima au même niveau que dans les universités tout comme le nombre de personnalité extérieures qui ne doit pas atteindre un nombre supérieur à celui du nombre d'élue-s étudiant-e-s (contrairement à ce qui se fait dans un certain nombre d'endroits aujourd'hui). Au-delà du nombre d'élue-s c'est aussi la question de la légitimité du vote qui se pose quand plus de personnalités extérieures peuvent voter que de représentant-e-s des étudiant-e-s de l'établissement. Cela pose aussi la question du rôle du CTI où effectivement l'ensemble des décisions doivent être discutées en CNESER où les élu-e-s étudiant-e-s ont un rôle plus important quitte à se servir de la CTI pour pousser plus loin les sujets mais en arrêtant de faire du CNESER la chambre d'enregistrement de la CTI. Mais le décroisement doit passer par des droits tel que l'accès libre et gratuit aux rattrapages, la compensation et la mise en place d'un contrôle continu.

L'uniformisation du service public de l'enseignement supérieur c'est aussi donner la possibilité à tous le monde de réussir, c'est pourquoi la proposition d'harmonisation de l'investissement école/université est également une de nos revendication. Au-delà d'être harmonisée à notre sens le budget doit évidemment être également suffisant pour garantir à chaque étudiant-e de pouvoir étudier dans la filière de son choix et d'accéder à un diplôme qualifiant sur le marché du travail, cela passera notamment par un budget plus équitable et mieux réparti ne reposant pas sur des appels à projets comme c'est le cas en partie aujourd'hui avec les IDEX. Plus loin encore nous nous opposons à toute logique de mise en concurrence des universités et ce d'autant plus par le biais des IDEX qui créent aujourd'hui une course au financement et une montée de la concurrence.

Une des premières étapes de l'uniformisation est pour nous le développement de passerelles c'est pourquoi nous sommes particulièrement en accord avec votre proposition. Celles-ci permettent en effet d'ouvrir les possibilités d'étude et de réorientation des étudiant-e-s en école ou université et

ainsi de diversifier les parcours sans avoir à « perdre une année » et peut être également être un motif d'harmonisation par le haut des droits étudiants.

4. Questionner l'adéquation de l'ESR public avec l'intérêt général, en particulier les choix sociétaux engagés au niveau national et international

Sur cette partie, nous n'avons pas de désaccords. Notamment, il nous semble extrêmement important de responsabiliser l'ensemble des écoles sur les sujets de société qui se posent que cela soit sur l'environnement, le rôle des syndicats, la lutte contre la précarité, etc car c'est aussi le rôle de l'ensemble des enseignements dispensés d'aborder ces sujets de manière indépendante. Cela suppose évidemment que la recherche soit financée par l'Etat et non par des grands groupes privés créant ainsi conflits d'intérêts opaques, mais que la transparence soit assurée y compris auprès des étudiant-e-s. C'est pour cela que nous revendiquons également:

- La mise en place d'une mission « transition écologique » par le ministère de l'enseignement supérieur chargée de d'identifier les besoins nouveaux en terme d'offre de formation public dans les domaines de la protection de l'environnement.
- L'apprentissage d'une écologie éloignée des seuls enjeux industriels pour reposer la question environnemental sous son côté sociétal afin de garantir l'indépendance de nos enseignements
- La mise en place de missions de sensibilisation à la question écologique dans les établissements ainsi que l'intégration de modules transdisciplinaires sur les questions environnementales dans l'ensemble des formations.

5. Inclure dans toutes les écoles des cours de sciences sociales permettant de construire un esprit critique et une posture réflexive chez les étudiant-e-s

La question de la pluralité dans les enseignements est un des sujets sur lesquels nous sommes extrêmement vigilant-e-s qu'il s'agisse des écoles d'ingénieurs mais aussi des universités comme sur les cours d'économie par exemple ou d'histoire. Il est du rôle de l'université pour nous d'enseigner les différentes écoles de pensée afin de permettre à l'étudiant-e de réfléchir par lui/elle-même et de se poser non dans une posture d'apprentissage bête et méchant mais dans une posture de réflexion permanente sur son apprentissage.

Cela permet notamment d'apporter une véritable plus-value sur l'enseignement et sur le diplôme en général. En plus des propositions que vous suggérez nous prôtons aussi le renforcement des enseignements visant à déconstruire les idées préconçut et les discriminations et à porter une autre vision de la société comme enseignement de cours d'étude du genre, d'études post-colonial, etc....

6. Engager la lutte contre la reproduction sociale

Le combat contre la reproduction sociale est un combat qui matrice les actions et revendications de l'UNEF, nous le menons notamment sur deux points.

Le premier point est de garantir l'accès de tou-te-s à un diplôme, cela passe effectivement par la remise en cause du système de sélection au mérite (sous toutes ses formes) qui reproduit les inégalités au lieu de les combattre et fait donc de l'enseignement supérieur un espace d'inégalités perpétuelles entre les différentes classes sociales.

Le deuxième point est de garantir à chaque étudiant-e une aide lui permettant de financer ses études. Nous prôtons à l'UNEF l'allocation d'autonomie, aide universelle dans son montant et dans son attribution, calculée sur la base de la situation propre de l'étudiant-e et non sur celle de sa famille qui permettrait à chaque étudiant-e de pouvoir se concentrer sur ses études sans être obligé-e de subir les choix de sa famille ou le salariat étudiant.

7. Ouvrir à d'autres perspectives que l'entreprise

Il est bien sûr important pour nous que les stages soient permis dans l'ensemble des domaines selon le choix de l'étudiant-e en fonction de son parcours professionnel ou même de ses intérêts. En effet, il demeure à notre sens primordial de ne pas borner l'université à une usine à diplômes en oubliant son rôle premier d'émancipation. C'est pourquoi, pour nous, il est nécessaire de maintenir un esprit critique dans les enseignements et la mise en place effective dans l'ensemble

des écoles de l'année de césure qui permet aux jeunes de pouvoir réaliser des projets professionnels, associatifs, etc.. C'est aussi pour cela que nous défendons une université indépendante des entreprises dans la prise de décision. Enfin, c'est pourquoi nous défendons un diplôme émancipateur qui n'est pas un CV ou une liste de compétences acquises par l'étudiant-e mais bien l'attestation de l'acquisition de qualifications actant une manière d'apprendre, une manière de faire et un certain nombre d'acquis comme le travail en groupe, etc..

La volonté politique de ces dernières années de faire des universités une entreprise économique est en totale opposition avec notre vision de cette dernière et c'est pourquoi il est important pour nous de reposer le rôle phare de l'université encore plus dans la période de former des esprits critiques et de permettre l'émancipation d'une génération.

8. Ouvrir les lieux de formations sur l'international pour confronter les savoirs, cultures et privilèges

Nous sommes totalement d'accord, comme évoqué au dessus, avec cette proposition et les idées émises notamment d'une part sur l'importance pour nous de permettre à chaque étudiant-e de pouvoir faire une année dans le pays de son choix à travers des aides financières permettant un réel accès à tous. Mais, il est aussi primordial de développer les échanges avec l'ensemble des universités dans le monde et pas seulement les pays riches tant par des échanges en permettant aux étudiant-e-s de s'y rendre qu'en accueillant l'ensemble des étudiant-e-s des autres pays dans nos universités. C'est pourquoi nous prônons l'idée d'un Erasmus de la francophonie permettant la mobilité entre les pays membre de l'Organisation Mondiale de la Francophonie par exemple. Néanmoins il faut également pour cela fournir les conditions matérielles permettant ces échanges, nous souhaitons donc développer les aides qu'elles soient financières ou d'accueils pour permettre à l'ensemble des étudiant-e-s de réussir.